

**Le Monde, 13 juin 2020**

**« Comment comprendre que dans les locaux de l'Assemblée nationale, une salle porte encore le nom de Colbert ? »**

Jean-Marc Ayrault

**Dans une tribune au « Monde », Jean-Marc Ayrault, président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, appelle à ce que les lieux à l'Assemblée nationale ou au ministère de l'économie portant le nom de de l'auteur du Code noir soient rebaptisés.**

« Sans se pencher sur le présent, il est impossible de comprendre le passé. » Jamais ces mots des premières pages de *L'Étrange Défaite (Franc-Tireur, 1946, réédité chez Folio histoire)*, de Marc Bloch, n'ont semblé si actuels, quand de nouveau, comme au temps des révolutions, le monde résonne du bruit des statues qu'on abat, quand des siècles d'injustice reviennent tout à coup dans l'actualité, quand chaque pays est invité à revisiter son passé à l'aune des questions du présent.

Les foules qui se mobilisent depuis le meurtre de George Floyd ne demandent pas seulement la fin du racisme, des violences et des discriminations à l'encontre des personnes noires ou issues d'autres minorités. Elles demandent aussi que leurs raisons profondes soient éradiquées.

Les discriminations ne sont jamais seulement le fait de personnes isolées. Elles sont le produit de préjugés qui n'ont pas été combattus, de pratiques qui n'ont pas été corrigées, de questions auxquelles aucune réponse n'a été donnée. Elles sont le fruit de l'histoire singulière de chaque pays. Ne pas le voir, c'est s'aveugler sur les causes du mouvement actuel. Ne pas le dire, c'est s'empêcher de traiter le problème à la racine.

### **Des figures, des dates, des lieux**

C'est pourquoi, pour répondre à cet appel, il faut d'abord de la justice et du respect, mais il faut aussi du sens et des symboles. Car pour vivre ensemble dans une société de diversité, il faut avoir un récit commun qui nous rassemble, qui nous aide à dépasser les blessures du passé et qui nous inspire pour panser les fractures du présent.

Ce récit, c'est en France celui de l'esclavage qui a nourri le racisme anti-Noirs et du combat pour l'abolition qui a uni militants de métropole et révoltés des colonies ; c'est l'histoire du colonialisme de Lyautéy (1854-1934) et de l'anticolonialisme d'Aimé Césaire (1913-2008) ; c'est l'histoire de cette diversité qui est le visage de la France et qu'il faut expliquer.

Ce récit s'écrit avec des figures, avec des dates, avec des lieux.

A l'école, malgré la loi Taubira, il y a encore beaucoup à faire. En 2018, il a fallu intervenir auprès du ministre de l'éducation nationale pour que l'esclavage en France reste enseigné à nos enfants – et de nombreux pans de cette histoire restent encore ignorés : la révolution haïtienne, le rôle des troupes coloniales dans les conflits du XXe siècle, les grandes dates des outre-mer... [...].

## Un jour férié

Le Mois des mémoires qu'organise chaque année la Fondation pour la mémoire de l'esclavage doit devenir un temps fort pour mieux faire connaître les quatre siècles d'histoire partagée que nous avons avec l'Afrique, les Amériques, l'Asie et le Pacifique. Et pour que cette histoire soit vraiment connue de tous les Français, il faut qu'elle soit marquée dans le calendrier. Plusieurs dates existent déjà. Mais hors des outre-mer, elles sont très mal connues. C'est la raison pour laquelle de nombreuses personnalités ont demandé le 10 mai qu'un jour férié soit dédié à la mémoire de l'esclavage. Notre pays se grandirait en l'acceptant.

Enfin, il faut que notre espace public soit le reflet du regard que nous portons aujourd'hui sur notre passé et des valeurs que nous voulons y célébrer. Cette responsabilité est d'abord celle des élus locaux. Ce travail ne doit pas être une table rase. Il doit reposer sur une analyse du patrimoine dans l'espace public, et associer la société civile afin d'identifier les figures qui n'y ont plus leur place, celles dont le maintien appelle de nouvelles plaques explicatives, et celles qui, aujourd'hui méconnues, devraient être honorées – héros et héroïnes des révoltes serviles, combattants coloniaux morts pour la France, figures, masculines et féminines, de notre diversité [...].

Enfin, l'Etat lui-même a une responsabilité. Il y a en effet des symboles que la République ne saurait plus tolérer.

Comment comprendre, en effet, que dans les locaux de l'Assemblée nationale, le cœur battant de notre démocratie, une salle porte encore le nom de Colbert (1619-1683), qu'on ne savait pas être une figure de notre vie parlementaire ni de la République ?

Et comment comprendre que le bâtiment principal du ministère de l'économie et des finances porte toujours ce nom, qui est aujourd'hui indissociable du Code noir qui a fait entrer l'esclavage dans notre droit ? N'y a-t-il pas dans l'histoire de la République une figure plus moderne, moins controversée, une femme, peut-être, pour incarner les valeurs et le message de la France ?

J'en appelle donc au président de l'Assemblée nationale et au ministre de l'économie et des finances : le moment est venu de trouver un autre nom pour ces lieux. J'en appelle aussi au président de la République et au gouvernement, car cette pédagogie de la diversité concerne toutes les institutions. La France est depuis des siècles un pays d'ouverture et de fraternité. N'ayons pas peur de l'affirmer, de l'incarner, de le célébrer.

Ainsi nous retrouverons le chemin d'une mémoire apaisée, sans laquelle il n'est pas d'avenir partagé.